

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à 'Editogo B. P. 881 — Tél : 37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
 Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1979

- 17 avr. — Ordonnance n° 79-13 portant modification de l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 réglementant la protection de la faune et l'exercice de la chasse au Togo. 274
- 23 avr. — Ordonnance n° 79-14 portant amnistie. 274

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1979

- 25 avr. — Arrêté n° 54/PR portant nomination d'un attaché de cabinet à la présidence de la République. 275

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Arrêté portant promotion dans les forces armées togolaises 275

MINISTERE DE L'INTERIEUR

- Arrêtés et décision portant nominations et admission à la retraite 277

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1979

- 2 mai — Arrêté n° 140/MFE/CF portant création d'une caisse d'avance auprès des centres préquarantaine de Kougnohou et Pagala à l'entrée du ranch. 277
- 7 mai — Arrêté n° 141/MFE portant agrément d'une banque. 277

MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCEAUX

- Arrêté portant nomination. 278

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

- Arrêtés et décisions portant admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, constatation d'absences irrégulières, révocation, licenciement, suspension de fonctions, exclusion de fonctions, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portant promotions et titularisation. 278

MINISTERE DE L'INFORMATION

- Arrêté et décision portant nominations 280

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1979

- 8 mai — Décision n° 78/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit de la banque togolaise de développement. 281
- 8 mai — Décision n° 79/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur du projet PNUD/TOGO/74/001-12 281
- 8 mai — Décision n° 80/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de l'ambassade de Chine au Togo. 281
- Décision portant nomination 281

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

- Arrêté portant nomination 281

HAUT COMMISSARIAT AU TOURISME

- Arrêté portant délégation de signature. 281

DIVERS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1979		
20 avr.	Arrêté n° 124/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dossah Efoévi (Vitus).....	282
26 avr.	Arrêté n° 125/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Temley Sim.	282
2 mai	Arrêté n° 126/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kome Amessouwo Hlonko Yali-Yali	282
2 mai	Arrêté n° 127/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Bataka Bakpal	282
2 mai	Arrêté n° 128/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Nadio Assakoua	283
2 mai	Arrêté n° 129/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Karbou Kouassi (Dominique)	283
2 mai	Arrêté n° 130/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Aziabou Dossévi (Laurent)	283
2 mai	Arrêté n° 131/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mabalo Atoyo	284
2 mai	Arrêté n° 132/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Balbino (Hyacinthe)	284
2 mai	Arrêté n° 133/MFE/CR portant révision de la pension de retraite de M. Bamela Koulinga Kara	284
2 mai	Arrêté n° 134/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Soussoukpo Gnongnon	284
2 mai	Arrêté n° 135/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Orena Lando Ayika	284
2 mai	Arrêté n° 136/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kerim Assoumanou	285
2 mai	Arrêté n° 137/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchalié Boko.	285
2 mai	Arrêté n° 138/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Yeto Aregba	285
2 mai	Arrêté n° 139/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Fodou Fallabiya ..	285
8 mai	Arrêté n° 142/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Gourma Kouadou.	286
8 mai	Arrêté n° 143/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Homawoo (Laurent)	286
8 mai	Arrêté n° 144/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Namesi Amavi Zoka	286
8 mai	Arrêté n° 145/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Ajavon Ayoko (Patricia)	286
8 mai	Arrêté n° 146/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Mensah Komlan	286
8 mai	Arrêté n° 147/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ahebla Togbé Yao (Elie)	287
	Arrêté n° 381/MFE/MF/CR du 17 décembre 1968 portant concession d'une pension de veuves et d'orphelins (rectificatif)	287

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de présélection (appel d'offres pour l'aménagement et le bitumage de la route Yégué-Langabou).	287
Conservation de la propriété foncière (avis de demandes d'immatriculation).	288
Banque Ouest Africaine de Développement (Boad) (Bilan au 30 septembre 1978).	291
Avis nécrologique.	291

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 79-13 du 17 avril 1979 portant modification de l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 réglementant la protection de la faune et l'exercice de la chasse au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968, spécialement en son article 34 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Le maximum des peines prévues à l'article 34-1 de l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 est porté respectivement à cinq cent mille francs d'amende et cinq ans d'emprisonnement.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 17 avril 1979

Général d'Armée G. Eyadéma

ORDONNANCE N° 79-14 du 23 avril 1979 portant amnistie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu ;

ORDONNE :

Article premier — Le bénéfice de l'amnistie pourra, sous réserve que les faits ayant motivé les condamnations aient été commis antérieurement au 1er janvier 1974, être accordé par décret du président de la République, aux personnes condamnées pour détournement de deniers publics.

Art. 2 — L'amnistie entraîne, sans qu'elle puisse donner lieu à restitution, la remise des peines principales, accessoires ou complémentaires.

Art. 3 — L'amnistie n'entraîne pas la réintégration d'office dans les fonctions et emplois publics. Il sera, à cet égard, statué sur chaque demande par le chef de l'Etat.

Art. 4 — Il est interdit à tout magistrat ou fonctionnaire, et ce, à peine de sanctions disciplinaires, de rappeler ou de laisser subsister, sous quelque forme que ce soit, dans un dossier ou document quelconque, les condamnations et

déchéances effacées par l'amnistie. Seules les minutes des jugements déposées dans le greffe échappent à cette interdiction.

Art. 5 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 23 avril 1979

Général d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Nomination

Arrêté n° 54/PR du 25-4-79 — M. Tchamdja Mayaba, instituteur de 2^e classe, 3^e échelon, précédemment attaché de cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice, est nommé attaché de cabinet de la présidence de la République, en remplacement de M. Bélei Toyi, remis à la disposition du ministre de l'intérieur.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotion

Arrêté n° 15-PR-MDN du 4-4-79 — A compter du 1er avril 1979, les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont promus aux grades ci-après :

INFANTERIE (TERRE)

Au grade d'adjudant :

Le sergent-chef :

Tetowala Eyagnima

Au grade de sergent-chef :

Les sergents :

Assih M. Kimaré N° Mle 0075
Karissa Kondi Mariam N° Mle 1302
Youa Mangossi N° Mle 0090
Belei Makpao N° Mle 0487
Doumekpe Koffi N° Mle 0562
Agbessi Kokouvi N° Mle 0597.

Au grade de sergent :

Les caporaux-chefs :

Mollong Plinga N° Mle 1198
Kpiete Kangbéni N° Mle 1367
Kpatcha Pagam N° Mle 1632
Tchonda Tchao N° Mle 0455
Samani Kossi N° Mle 1334

Batchassi Atissou N° Mle 0367
Sassou Kloussé N° Mle 1156
Amematsro Messani N° Mle 0836
Sidi Boudjavallo N° Mle 0784
Amande Nassou N° Mle 0291
Noumon Koffi N° Mle 1205.

Au grade de caporal-chef :

Les caporaux :

Nadio Gazaro N° Mle 0095
Laré Batchaguéma N° Mle 1375
Tete Kossivi N° Mle 0465
Lawani Moussa N° Mle 2370
Assim B. Kodjo N° Mle 2302
Assogba Yaovi N° Mle 1754.

Messani Vianou Adodo N° Mle 1799
Nambiema Lochina N° Mle 1378
Agbati Kokouvi N° Mle 1430
Birregah Barandawa N° Mle 0891
Awumey Kouma N° Mle 0830
Bayounda Massabina N° Mle 1267
Ehon Ananou N° Mle 1136
Egbelou K. Pani N° Mle 2515
Kpante Glandé Ablessi N° Mle 2552
Amétépé Ankou N° Mle 2306
Pimizi Houzou N° Mle 0403
Tchedie Koffi N° Mle 2658.

Au grade de caporal :

Les soldats :

Abaou Filandi N° Mle 1237
Palanga Djobo N° Mle 1022
Babaka Bayékim N° Mle 3000
Kolani Gbarkidia N° Mle 2729
Adonkou Ekué N° Mle 2807
Idrissou Yorou N° Mle 2529
Gnazo Mawinani 1978
Kossi Pahapa N° Mle 2530
Melegna Yao N° Mle 2735
Djato Komla N° 2489
Tchalla Koffi N° Mle 0411
Kolani Doubik N° Mle 2727
Gnagli Yao N° Mle 2246
Douti Larri N° 2720
Ankou Komi N° Mle 2303
Kpiki Koudouyé N° Mle 2579
Pouli Bondim N° Mle 3153
Afo Mahamadou N° Mle 2417
Kezie Kpombié N° Mle 3771
Badatana Dogumsaa N° Mle 3709
Badabadi Essodéka N° Mle 3494
Lagneble Komi N° Mle 1797.

A l'emploi de 1^{re} classe :

Les soldats de 2^e classe

Arronda Kpakpassim N° Mle 0808
Koronam Bédou N° Mle 1994

Katchon Akoloum N° Mle 1949
 Agouda Kpatcha N° Mle 2454
 Anakpan Tchirivi N° Mle 2202
 Beguedou Tagba N° Mle 1955
 Longah Bizamin N° Mle 1307
 Ouro Issifou N° Mle 1319
 Kougbefio K. Agbénohévi N° Mle 3518
 Gbedjehe Atigogoui N° Mle 3506
 Assima Mabaféi N° Mle 1938
 Kouassi Kokouvi N° Mle 2258
 Dagbe Dosseh N° Mle 3039
 Kapoa Singlam N° Mle 3083
 Etassoli Kossi N° Mle 3041
 Kouya Komlan N° Mle 1787
 Tagba Tchalla N° Mle 2670
 Agbekponou Koffi N° Mle 2300
 Nambatou Kodjo N° Mle 2619
 Adoyi Saïbou N° Mle 2403
 Kalaba Sanda N° Mle 1997
 Awesso Yao N° Mle 2216
 Assoumanou Djobo N° Mle 2918
 Ouro-Tagba Oumorou N° Mle 4071
 Boconvi De Saba N° Mle 2232
 Sibabi Tchédre N° Mle 4072
 Kobli Kossivi N° Mle 2256
 Gueli Koffi N° Mle 2355
 Malega Bakon N° Mle 2595
 Pelegue Tombia N° Mle 2633
 Amana Tchao N° Mle 2456
 Nassakou Sakou N° Mle 2737
 Sani Alassani N° Mle 3162
 Betcheli Komlan N° Mle 3021
 Pampagou Yacoubou N° Mle 2642
 Faya Tchamdja N° Mle 2990
 Awade Kouloum N° Mle 2428
 Kobissan Aléki N° Mle 2903
 Ameganvi Komlan N° Mle 2875
 Papouti Biglinam N° Mle 3350
 Poutoukli Kpatcha N° Mle 3110
 Kozon Bassintou N° Mle 2900
 Touza Katanga N° Mle 2683
 Assadjilo Wouno N° Mle 2112
 Tchekpan Abalo N° Mle 1341
 Woampan N'Kotcho N° Mle 2927
 Abalo Tendéma N° Mle 1582
 Zogli Yao N° Mle 2289.

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE

Au grade d'adjudant-chef :

Les adjudants :

Tchagba Kabine N° Mle 0200
 Agbenou Dissi Kodjo Koumaplé N° Mle 0147

Au grade d'adjudant :

Les M.D.L.-chefs

Ayindo Tiadjia N° Mle 0176
 Aziabou Komlan N° Mle 0271.

Au grade de maréchal des logis-chefs :

Les gendarmes :

Esso Kamou N° Mle 0120
 Edorh S. Kossi Wédégou N° Mle 0269
 Agbodjan Combé N° Mle 0293.

Au grade de gendarme :

Les gend. adjoints de 1^{re} classe :

Bafaya N'Datotéga N° Mle 0601
 Semagno Messanh N° Mle 0446
 Adjouan K. Adedjoumon N° Mle 0652
 Gbele Koffi N° Mle 0654.

Au grade de gendarme-adjoint de 1^{re} classe :

Les gend.-adjoints de 2^e classe :

Kinsode Kokou N° Mle 0756
 Ahondo Sétodjo Yao N° Mle 0857
 Edjare Atakora N° Mle 0885
 Karka Tchaa N° Mle 0895
 Ouro-Bana Sopho N° Mle 0925.

MUSIQUE PRINCIPALE DES F.A.T.

Au grade de sergent musicien :

Le caporal-chef musicien :

Bodjona Kodjo N° Mle 078/M.

Au grade de caporal-chef musicien :

Le caporal musicien :

Adjesson D. Kodjovi N° Mle 076/M.

Au grade de caporal musicien :

Les 1^{re} classe musiciens :

Batama Arsia N° Mle 149/M
 Barnabo Yambila N° Mle 148/M

ESCADRILLE NATIONALE TOGOLAISE

Au grade d'adjudant :

Le sergent-chef :

Anani Abékoé N° Mle 0437.

Au grade de sergent-chef :

Le sergent :

Dogble Evélia N° Mle 2192.

Au grade de sergent :

Les caporaux-chefs :

Bede Andouwé N° Mle 3282
 Alate K. Didodo N° Mle 4086.

A l'emploi de 1^{re} classe :

Les soldats de 2^e classe :

Telou N'Gbendiwé N° Mle 2664
 Moumouvi Kossi N° Mle 2841.

MARINE NATIONALE TOGOLAISE

Au grade de quartier-maître de 1^{re} classe :

Q.M. de 2^e classe :

Mouzou T. Ananlabou N° Mle 3403.

Au grade de quartier-maître de 2^e classe :

M. B. E. :

Pihe S. Mewinesso N° Mle 4095

Adoyi Abdoukérém N° Mle 4094

Adjalla Gbèssimé N° Mle 4115.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Nominations

Arrêté n° 86/INT-SG-GPFM du 8-5-79 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 49/INT-SG-GPFM du 31 mars 1976 portant nomination d'un chef de Division.

M. Akoutan Kokou, secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon, chef du service de la protection civile est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur de la division des affaires politiques et administratives en remplacement de Mme Gbedey admise à la retraite.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 47/INT-SG-AFP-AP du 10-5-79 — Est et demeure rapportée la décision n° 69/INT-APA du 2 juillet 1973 portant nomination de M. Labdiebo Sankarébighah (Issifou) en qualité de secrétaire du chef de canton de Kantindi (circonscription administrative de Dapaong).

M. Labdiedo Sankardja est nommé secrétaire du chef de canton de Kantindi en remplacement de M. Labdiedo Sankarébighah (Issifou), démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 francs (Quarante huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Retraite

Arrêté n° 85/INT/CGC du 7-5-79 — Les gardiens de circonscription dont les noms suivent seront admis à la retraite par ancienneté de service pour compter du 1^{er} août 1979.

Agnan Bilao, 1^{re} classe mle 179 détachement de Sotouboua

Boutora Sagou, 1^{re} classe mle 183 détachement de Sotouboua

Bardja Kolani, 1^{re} classe mle 181 détachement de Dapaon

Douti Koutoumpa, 1^{re} classe mle 185 détachement de Mango

Kombate Sambiani, 1^{re} classe mle 189 détachement de Dapaon

Omou Agbéli, 1^{re} classe mle 198 détachement de Dapaon.

Dans la limite de leurs droits, ils pourront bénéficier d'un congé libérable de trois mois valable du 1^{er} mai 1979 au 30 juillet 1979 délai de route compris avec solde de présence et pourront bénéficier de la gratuité de transport pour eux et leurs familles en vue de rejoindre leurs foyers.

Les intéressés seront rayés des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter du 1^{er} août 1979.

MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 141-MFE du 7 mai 1979 portant agrément d'une banque.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Sur rapport de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
Vu l'ordonnance n° 27 du 28 juin 1967 relative aux opérations financières avec l'étranger ;

Vu l'ordonnance n° 75-23 du 17 juin 1975 portant réglementation bancaire ;

Vu le décret n° 76-15 du 16 février définissant les conditions d'application du 17 juin 1976 ci-dessus visée ;

Vu le décret n° 79-88 du 19 mars 1979 fixant la composition du gouvernement ;

A R R E T E :

Article premier — La banque dénommée « Bank of Credit and Commerce International (Overseas) Ltd (BCCI) » au capital de 30 millions de dollars US dont le siège social se trouve à GEORGETOWN, Ile Grand Caïman (Caraïbes) est autorisée à ouvrir une succursale au Togo.

Art. 2 — Le directeur national de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la commission de contrôle des banques et établissements financiers sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République.

Lomé, le 7 mai 1979

T. TEVI BENISSAN

Caisse d'avance

Décision n° 140/MFE/CR du 2-5-79 — Il est créé auprès des centres de préquarantaine de Kougnohou et Pagala, une classe d'avance chargée d'assurer le règlement des menues dépenses de ces centres.

Le montant maximum de l'avance consentie au régisseur est fixé à quatre cent mille (400.000) francs, renouvelable dans les formes réglementaires.

L'avance ainsi accordée est imputable au titre III, chapitre 7, article 3, paragraphe 1, rubrique a du budget d'investissement gestion 1978.

Le régisseur de la caisse créée par le présent arrêté sera nommé par décision du ministre des finances et de l'économie sur proposition du ministre du développement rural.

MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCAUX

Nomination

Arrêté n° 16/MJ-CAB du 30-4-79 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Kangni Adabunu, greffier de 1^{re} classe 2e échelon, l'arrêté n° 1009-MJFPT-SG du 20 octobre 1977 portant nomination de greffiers en chef et affectation.

M. Otufo Ohuena Ena, greffier de 2e classe 1er échelon en service à la justice de section d'Atakpamé, est nommé greffier en chef près la justice de section d'Aného.

La passation de service doit s'effectuer au plus tard le 30 avril 1979.

MINISTERE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**Admissions**

Arrêté n° 351/MTFP du 11-4-79 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne Mlle Kudema Badjassa Towunaka l'arrêté n° 18/MTFP du 10 janvier 1979 portant nomination.

Arrêté n° 352/MTFP du 11-4-79 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne Mlle Koura Bédélé, l'arrêté n° 889/MTFP du 22 septembre 1978, portant nomination.

Arrêté n° 353/MTFP du 11-4-79 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Akubia Koffi Mensah, l'arrêté n° 884/MTFP du 19 septembre 1978 portant nomination.

Arrêté n° 356/MTFP du 11-4-79 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Degue Kouassivi Dométo, l'arrêté n° 1304/MTFP du 26 décembre 1978 portant nomination.

Arrêté n° 357/MTFP du 11-4-79 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Batoubaka Adji, l'arrêté n° 15/MTFP du 9 janvier 1979, portant nomination.

Arrêté n° 387/MTFP du 19-4-79 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n° 86/MFP du 25 février 1967 portant intégration et 659-MJ-FP-T du 22 septembre 1975 portant reprise de situation administrative.

M. Nahm-Tchougli Galdja (Pierre), commis d'administration contractuel, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif (catégorie C) et reclassé comme suit :

- 1.12.52 — Commis d'administration contractuel
- 1.10.71 — Adjoint administratif 2e classe 1er échelon + 18 a 10 m AC
- 1.10.71 — Adjoint administratif 2e classe 2e échelon + 16 a 10 m AC
- 1.10.71 — Adjoint administratif 2e classe 3e échelon + 14 a 10 m AC

- 1.10.71 — Adjoint administratif 2e classe 4e échelon + 12 a 10 m AC
- 1.10.71 — Adjoint administratif 1re classe 1er échelon + 10 a 10 m AC
- 1.10.71 — Adjoint administratif 1re classe 2e échelon + 8 a 10 m AC
- 1.10.71 — Adjoint administratif 1re classe 3e échelon + 6 a 10 m AC
- 1.10.71 — Adjoint administratif principal 1er échelon + 4 a 10 m AC
- 1.10.71 — Adjoint administratif principal 2e échelon + 2 a 10 m AC
- 1.10.71 — Adjoint administratif principal 3e échelon + 10 m AC
- 1.10.72 — Adjoint administratif principal de classe exceptionnelle (ancienneté épuisée).

L'intéressé reste mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 22, article 2 du budget général, exercice 1979).

La nouvelle situation de M. Nahm-Tchougli Galdja (Pierre), adjoint administratif principal de classe exceptionnelle prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 389/MTFP du 2-5-79 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mlle Kottner Essie, la décision n° 1596/MJRPT du 5 juillet 1977, portant engagement.

Mme Adaflagbe Essie (née Kottner), titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session de 1975, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement au grade de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 2 du budget général, exercice 1979) pour compter du 12 septembre 1977.

Une bonification d'ancienneté de six ans (6 ans) est accordée à Mme Adaflagbe Essie (née Kottner), pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement protestant du 22 septembre 1967 au 11 septembre 1977 inclus, en application des dispositions de l'article 31 nouveau du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de Mme Adaflagbe Essie (née Kottner) est reprise comme suit :

- 12-9-1977 : Monitrice de 3e classe 1er échelon avec 6 ans de bonification d'ancienneté
- 12-9-1977 : Monitrice de 3e classe 2e échelon avec 4 ans de bonification d'ancienneté
- 12-9-1977 : Monitrice de 3e classe 3e échelon avec 2 ans de bonification d'ancienneté
- 12-9-1977 : Monitrice de 3e classe 4e échelon

La nouvelle situation de Mme Adaflagbe Essie (née Kottner), monitrice de 3e classe 4e échelon (catégorie D — indice 390), prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Titularisations

Arrêté n° 342/MTFP du 11-4-79 — M. Kugbe Nonomé Kodjovi Anoumou, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 7 septembre 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 343/MTFP du 11-4-79 — M. Nadiedjoa Lendi (Philippe), médecin ordinaire 2^e échelon stagiaire (catégorie A1) du corps du personnel médical et technique de la santé publique qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 27 septembre 1977 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 371/MTFP du 16-4-79 — Les ingénieurs-adjoints stagiaires ci-dessous désignés, du corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui ont accompli l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des ingénieurs-adjoints d'agriculture (cat. B)

16-8-77 — Akondo Bèzèbou Sadzé
2-9-75 — Afolabi Oyébomi
20-8-77 — Afangnibo Amoussou
4-8-76 — Idamba N'pou Bassoun
21-8-76 — Ketou Larkobè
16-8-77 — Konga Kilikissiou
4-8-76 — Kodjovi Afiyovi Délali
2-9-75 — Simdinatome Tétou
2-9-75 — Ouro-Gouni Yacoubou
4-8-76 — Tchamoussa Akoyadaby Boyokibolo Loga
4-8-76 — Gnastou Kpalakou Tessém

ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon

Cadre des ingénieurs-adjoints des eaux et forêts (cat. B)

11-8-76 — Adama Atisso Amavi
11-8-76 — Aloessoudey Gnouito
2-9-75 — Kozo Amouzou (Saturnin)
27-8-77 — Tete Elo Melagbé
4-8-76 — Titora Anara Waissakouma

ingénieurs-adjoints des eaux et forêts de 3^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 372/MTFP du 16-4-79 — Les assistants de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, ci-après désignés qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

5-10-77 — Johnson Koffi Aflim
5-10-77 — Ametor Kwami Degboe Agbenyo
11-10-77 — Oussao Batimoïn
11-10-77 — Amedoha Somado Boumékpo
11-10-77 — Freitas Kwami Tona

11-10-77 — Assale Kpalou
11-10-77 — Adokpe Doh Kodo-Kuma Séfia
11-10-77 — Amedimele Koffi
14-10-77 — Tchalaou Koumaï-wè
11-10-77 — Afanou Kodjo Mawuko.

Absences irrégulières

Décision n° 694/MTFP du 17-4-79 — Est constatée pour compter du 3 janvier 1979, l'absence irrégulière de son poste de M. Teko Kowouvi, professeur de 3^e classe 2^e échelon, du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service à Tohou (Notsè) — (chapitre 26, article 21 du budget général).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 695/MTFP du 17-4-79 — Est constatée, pour compter du 1^{er} mars 1979, l'absence irrégulière de son poste de Mlle Allaglo Délia Améyo, commis des greffes et parquets de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel judiciaire en service à la justice de paix de Tsévié (chapitre 16, article 6 du budget général).

Durant la période de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Révocation

Arrêté n° 373/MTFP du 16-4-79 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne MM. Beteki Ekpao, brigadier de police 1^{er} échelon et Ahlinvi Cocouvi, gardien de la paix 2^e échelon, du corps des fonctionnaires de la police, en service à Sanvee-Condji, l'arrêté n° 92/MTFP du 1^{er} février 1979 portant révocation, (chapitre 14, article 7 du budget général).

Licenciement

Arrêté n° 345/MTFP du 11-4-79 — M. Eluya Béadidou, adjoint-technique d'élevage de 2^e classe 1^{er} échelon, du corps des fonctionnaires de l'agriculture de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service au secteur des pêches de Mandouri (Dapaon), est licencié de son emploi pour abandon de poste chapitre 34, article 8, exercice 1978 et chapitre 26, article 8 exercice 1979 du budget général).

La présente décision a effet pour compter du 8 juillet 1978.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 344/MTFP du 11-4-79 — M. d'Almeida Anani instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon en service à l'école primaire publique de Djama-Kpota (Atakpamé), en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour compter du 11 mai 1978.

Pendant la durée de la suspension l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement augmentée des allocations à caractère familial, conformément au 2^e alinéa de l'article 45 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Exclusion de fonctions

Arrêté n° 377/MTFP du 16-4-79 — M. Akakpovi Kangnivi (Michel), agent de maîtrise-adjoint 1er échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en service à l'institut pédagogique national à Lomé est exclu temporairement de ses fonctions pour une durée de six (6) mois pour manquements graves à ses obligations professionnelles (chapitre 26, article 9, paragraphe 1 du budget général).

Durant la période de l'exclusion, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales conformément aux dispositions de l'article 42-3e de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Retraite

Arrêté n° 346/MTFP du 11-4-79 — M. Ajavon Kokodoko (Phostèce), secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la compagnie énergie électrique du Togo, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 4e et 5e alinéa de l'ordonnance n° 68-12 du 1er avril 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er octobre 1979.

Arrêté n° 347/MTFP du 11-4-79 — Mlle Soares Mawuli (Amélie), infirmière ordinaire 1er échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique en service au centre hospitalier universitaire de Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-3e de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1968.

Conformément aux dispositions de l'article 16-II (1er alinéa) de la même loi, l'intéressée qui est née le 10 janvier 1937, entrera en jouissance de sa pension le 10 janvier 1992 date à laquelle elle aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 12-4-79 à l'arrêté n° 13/MTFP du 9 janvier 1979 portant promotion.

Sont promus au titre des années 1976, 1977 et 1978 pour compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires du corps du personnel médical et Technique de la Santé Publique dont les noms suivent :

Au grade d'infirmier d'Etat de 1re classe 1er éch.

Après :

1-10-77 Katanga Komlan (Roger)

Au lieu de

1-10-77 Koudogbo (Philippe)

Lire

1-10-77 Koudoglo (Philippe)

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 12-4-79 à l'arrêté n° 13/MTFP du 9 janvier 1979 portant promotion.

Au lieu de :

Sont promus au titre des années 1976, 1977 et 1978 et pour compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires, du corps du personnel médical et technique de la Santé publique dont les noms suivent :

Cadre des infirmiers et infirmières d'Etat (catégorie C)

Au grade d'infirmier d'Etat principal 1er échelon

Après :

Akoue (Lydia) née Akuesson

1-9-78 — Diagbo K. Isaac, infirmier d'Etat de 1re classe 3e échelon

Lire :

1-9-78 — Viagbo K. (Isaac), infirmier d'Etat de 1re classe 3e échelon

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 17-4-79 à l'arrêté n° 215/MTFP du 6 mars 1979 portant titularisation.

Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du corps des fonctionnaires du trésors qui ont accompli l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des inspecteurs centraux (cat. A1)

Au lieu de :

1-7-78 — Kokovena Kakatsi Koffi, inspecteur central de 3e classe 1er échelon

Lire

10-5-77 — Kokovena Kakatsi Koffi, inspecteur central de 3e classe 1er échelon.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'INFORMATION

Nominations

Arrêté n° 2/MINFO du 30-4-79 — M. Gado Canthon Dackou, moniteur-adjoint de 3e classe 4e échelon est nommé attaché de cabinet du ministre de l'information

Les traitements et indemnités diverses de l'intéressé seront supportés par le budget général chapitre 28, article 2.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 59/MINFO du 3-5-79 — M. Kpomblekou Adémawou Kodjo Messan adjoint administratif 2^e classe 4^e échelon est nommé chef du secrétariat du ministère de l'information en remplacement de Mme Balogoun Eyè.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisations de virement

Décision n° 78/MPDIRA/DGPD/SFCEP du 8-5-79 — Est autorisé le virement en faveur de la banque togolaise de développement (BTD) à Lomé à son compte n° 60.502 ouvert à l'UTB Lomé de la somme de : soixante quinze millions (75.000.000) de francs CFA représentant la participation togolaise à l'augmentation du capital social.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1978, titre VI, chapitre 2, article 1, paragraphe 1 rubrique b (CF n° 96/79 du 12 avril 1979).

Décision n° 79/MPDIRA/DGPD/SFCEP du 8-5-79 — Est autorisé le virement en faveur du projet PNUD/TOGO/74/001/B/07/12 (aménagement du Nord — TOGO : ARLO tranche "LA KARA") à son compte ouvert à la BICI Lomé sous le n° 22.013/61 de la somme de : soixante et un millions cinq cent trente sept mille (61.537.000) francs CFA représentant le versement de la première tranche de la contribution togolaise pour l'année 1979 au programme d'aménagement du Nord-Togo.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre III, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique j (CF n° 86/79 du 12 avril 1979).

Décision n° 80/MPDIRA/DGPD/SFCEP du 8-5-79 — Est autorisé le virement en faveur de l'Ambassade de Chine au Togo à son compte ouvert à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé sous le n° 30.239

de la somme de : cinquante millions (50.000.000) de francs CFA représentant le versement partiel des dépenses locales de la construction du complexe surcier d'Anié.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1978, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 99/79 du 17-4-1979).

Nomination

Décision n° 74/MPDIRA/CAB du 25-4-79 — M. Aziaka Kokou, ingénieur des travaux statistiques de 1^{re} classe 1^{er} échelon est nommé chef de la division des enquêtes.

La présente décision a effet à compter du 1^{er} janvier 1979.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Nomination

Arrêté n° 1/MAR du 2-5-79 — M. Adzomada Komi, ingénieur d'agriculture de 1^{re} classe 2^e échelon précédemment conseiller technique au ministère de l'aménagement rural est nommé attaché de cabinet audit ministère.

Le traitement de l'intéressé demeure imputable au chapitre 36, article 2 du budget général.

HAUT COMMISSARIAT AU TOURISME

Délégation de signature

Arrêté n° 18/HCT du 30-4-79 — Délégation de signature est donnée à M. Klougbo Abotsi, chef de cabinet du Haut commissaire au tourisme pour les matières suivantes :

- Signature des notes de services
- » soit transmis et B. E.
- » ampliations des textes du haut commissariat au tourisme
- » bons de commande
- » liquidation des factures
- » fiches d'autorisation de dépenses
- » documents des douanes de la boutique hors taxes
- notes de service à la boutique hors taxes.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 124/MFE/CR du 20-4-79 — Une pension proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de deux cent soixante quatorze mille quatre cent quatre vingt (274.480) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dosseh Efoévi (Vitus), contremaitre principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

M. Dosseh Efoévi (Vitus) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8è au 15è rang) ci-après-désignés :

Dopé, née le 17 juillet 1959
Talè, née le 7 décembre 1963
Etchri, né le 10 septembre 1966
Ameyo, née le 10 décembre 1966
Etchrivi, né le 5 janvier 1968
Kokou, né le 29 avril 1970
Kodjo, né le 24 janvier 1972
Kodjovi, né le 25 septembre 1972.

Arrêté n° 125/MFE/CR du 26-4-79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Temley Bakalematome (née Bataka)
« « Temley Siem (née Pido)

épouses de M. Temley Sim, brigadier-chef de police 1er échelon du corps du personnel de la sûreté nationale togolaise (indice 850, pourcentage 68%) en retraite décédé le 7 septembre 1978, une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt quatorze mille quatre cent trente six (94.436) francs pour compter du 1er octobre 1978.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Temley Bakalematome (née Bataka), une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Solkassime Bamite, né le 16 septembre 1956
Anna, née le 22 août 1957
(Alexis) Pouota, né le 17 août 1962.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf mille quatre cent quarante quatre (9.444) francs pour compter du 1er octobre 1978.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente sept mille sept cent soixante seize (37.776) francs l'an pour compter du 1er octobre 1978 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

(Alexis) Pouota, né le 17 août 1962
Kpa, née le 21 avril 1966
Neum, née le 11 février 1969
Ana, née le 1er mars 1969
Adja, né le 28 novembre 1969
Akoumna, né le 26 mars 1972
Tompim, née le 25 mars 1976.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Aladjé Léane, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 126/MFE/CR du 2-5-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 51%) au montant annuel de cent quatre vingt onze mille six cent quarante quatre (191.644) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Komi Amessouwo Hlonko Yali-Yali, caporal-chef 5è échelon n° mle 20 187 du corps du personnel du 1er régiment d'infanterie togolaise (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er février 1979.

M. Komi Amessouwo Hlonko Yali-Yali pourra prétendre, pour compter du 1er février 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2è au 7è rang) ci-après désignés :

Akossiwa, née le 1er septembre 1963
Ablà, née le 13 décembre 1966
Amivi, née le 20 janvier 1968
Komlan, né le 26 mars 1968
Adjowa, né le 19 mai 1969
Adjowa, née le 27 juillet 1976.

Arrêté n° 127/MFE/CR du 2-5-79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Bataka Tchambou (née Bataba)
Mme veuve Bataka Aloumbolè (née Narma)

épouses de M. Bataka Bakpal, caporal-chef 5è échelon n° mle 0055 du corps du personnel du 2è régiment d'infanterie togolaise (indice 575, pourcentage 38%) décédé le 7 mai 1978, une pension de veuve au taux annuel de trente cinq mille sept cents (35.700) francs pour compter du 1er juin 1978.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité à quarante neuf mille seize (49.016) francs par an pour compter du 1er juin 1978.

Il est alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à quatorze mille deux cent quatre vingt (14.280) francs l'an pour compter du 1er juin 1978 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

N'Faa, née le 19 mai 1970
 Howa, née le 29 décembre 1970
 Bayame, née le 27 mars 1972
 Tchatcha, né le 22 août 1973
 Kambré, né le 27 août 1973
 Gnatta, né le 14 août 1974
 Kadjata, né le 15 janvier 1976
 Kabassou, née le 28 octobre 1976.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée pour chacun des orphelins dénommés ci-dessus à dix neuf mille six cent huit (19.608) francs par an pour compter du 1er juin 1978.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Batata Assoh, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 128/MFE/CR du 2-5-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de trois cent quatre vingt huit mille huit cent quarante quatre (388.844) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nadio Assakoua adjoint technique de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de l'élevage (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nadio Assakoua pour compter du 1er janvier 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Namah, né le 22 juin 1945
 Alidou, né le 17 septembre 1947
 Azaratou, née le 28 septembre 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à trente huit mille huit cent quatre vingt quatre (38.884) francs pour compter du 1er janvier 1979.

M. Nadio Assakoua pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Afani, née le 21 avril 1977.

Arrêté n° 129/MFE/CR du 2-5-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de trois cent quatre vingt douze mille cent douze (392.112) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Carbou Kouassi (Dominique), contremaître principal 3e échelon du corps du per-

sonnel des travaux publics du Togo (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Carbou Kouassi (Dominique) pour compter du 1er janvier 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 24 mai 1954
 Komlangan, né le 25 mai 1954
 Edogan, née le 17 mai 1957
 Messan, né le 26 janvier 1958
 Akouété, né le 2 mars 1959
 Dopé, née le 20 juillet 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix huit mille vingt huit (98.028) francs pour compter du 1er janvier 1979.

M. Carbou Kouassi (Dominique) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 19e rang) ci-après désignés :

Kayigan, née le 14 octobre 1961
 Dovi, née le 5 septembre 1962
 Kuassigan, né le 23 décembre 1962
 Komlan, né le 15 septembre 1964
 Akuagan, née le 3 novembre 1965
 Dosseh, né le 4 mars 1966
 Amavi, née le 2 septembre 1967
 Akossiwa, né le 25 janvier 1970
 Kuassivi, né le 24 octobre 1970
 Komlanvi, né le 24 novembre 1970
 Akuavi, née le 4 juillet 1973
 Adjoavi, née le 17 juin 1974
 Déla, née le 9 octobre 1976.

Arrêté n° 130/MFE/CR du 2-5-79 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aziabou Dossèvi (Laurent) adjoint administratif principal 2e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale trois cent quatre vingt dix sept mille trois cent cinquante deux (397.352) francs pour compter du 1er janvier 1979 au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Djatougbe, née le 24 avril 1946
 Attiso, né le 11 juin 1948
 Attiougbe, né le 26 septembre 1956
 Ablavi, née le 23 juin 1959
 Attisso, né le 23 septembre 1960.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante dix neuf mille quatre cent soixante douze (79.472) francs pour compter du 1er janvier 1979.

Arrêté n° 131/MFE/CR du 2-5-79 — Une pension proportionnelle (pourcentage 50%) au montant annuel de deux cent soixante dix sept mille sept cent quarante huit (277.748) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mabalo Atoyo, maréchal des logis chef 4^e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1979.

M. Mabalo Atoyo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Bilabawè, né le 25 juillet 1962
Fèyèkpawè, né le 19 novembre 1962
Kouméabalo, né le 19 juin 1965
Tchilalo, née le 20 avril 1966
Esso, né le 24 avril 1968
Kinao, né le 28 mars 1973
Banatom, né le 19 août 1976.

Arrêté n° 132/MFE/CR du 2-5-79 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Balbino (Hyacinthe) agent spécialisé principal du corps du personnel des C.F.T. en retraite est porté de 20% à 25% de sa pension principale deux cent quatre vingt neuf mille (289.000) francs pour compter du 1^{er} janvier 1979 au titre de son enfant Ablan née le 24 mai 1961.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante douze mille deux cent cinquante deux (72.252) francs pour compter du 1^{er} janvier 1979.

Arrêté n° 133/MFE/CR du 2-5-79 — La pension militaire pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bamela Koulinga Kara, sergent chef 3^e échelon n° mle 12081 du corps du personnel des forces armées togolaises admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 54% des émoluments de base correspondant à l'indice 800 pour compter du 1^{er} février 1979.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à deux cent quatre vingt deux mille trois cent vingt (282.320) francs pour compter du 1^{er} février 1979.

M. Bamela Koulinga Kara pourra prétendre pour compter du 1^{er} février 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Adjima, née le 2 juillet 1963
Mézinakou, née le 25 février 1964
Kadjabela, née le 29 septembre 1964
Tchakitème, né le 9 mars 1965
Gnanta, née le 31 juillet 1967
Sangbandessirati, né le 23 septembre 1972.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée par arrêté n° 55/MFE/CR du 6 mars 1979 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 134/MFE/CR du 2-5-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de cinq cent quarante huit mille neuf cent cinquante six (548.956) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Soussoukpo Gnongnon, adjudant 3^e échelon n° mle 098 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1979.

M. Soussoukpo Gnongnon pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 17^e rang) ci-après désignés :

Adjoavi, née le 29 avril 1963
Adjo, née le 8 juillet 1963
Kodjogan, né le 5 octobre 1964
Ayao, né le 29 juillet 1965
Kokouvi, né le 19 octobre 1966
Kodjo, né le 18 septembre 1967
Améyo, née le 9 décembre 1967
Ayaba, née le 6 mars 1969
Adjoa, née le 7 avril 1969
Améyovi, née le 27 septembre 1969
Adjoavi, née le 13 juillet 1970
Koffi, né le 25 juin 1971
Kossiwa, née le 4 juin 1972
Kodjovi, né le 4 décembre 1972
Adjoavi, née le 8 juillet 1974
Ayabavi, née le 13 mars 1975
Koffivi, né le 15 octobre 1976.

Arrêté n° 135/MFE/CR du 2-5-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 59%) au montant annuel de quatre cent quatre mille huit cent cinquante six (404.856) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Orena Lando Ayika, adjudant 3^e échelon n° mle 106 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1979.

M. Orena Lando Ayika pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Aliaknata, née le 10 mars 1961
Awoula, née le 18 août 1961
Tchakna, née le 3 février 1964
Tchantine, né le 10 septembre 1966
Srèka, née le 25 mai 1969
Lakératé, née le 2 janvier 1972
Kpatékonango, né le 13 janvier 1976.

Arrêté n° 136/MFE/CR du 2-5-79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme Veuve Kerim Tchala (née Tchakedi)
 " " Dahanatou (née Yacoubou)
 " " Bassa (née Koriko)
 " " Arésima (née Kasa)

épouses de M. Kerim Assourmanou, gardien de la paix principal 3^e échelon du corps de la police du Togo (indice 630) pourcentage 68% en retraite décédé le 20 février 1975, une pension de veuves au taux annuel de trente mille quatre cent trente deux (30.432) francs l'an pour compter du 14 juin 1975 et trente quatre mille neuf cent quatre vingt seize (34.996) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt quatre mille trois cent quarante huit (24.348) francs l'an pour compter du 14 juin 1975 et vingt sept mille neuf cent quatre vingt seize (27.996) francs pour compter du 1er janvier 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Tchakakpri, né le 17 mai 1958
 Mouniyétou, née le 17 avril 1961
 Sakibou, né le 29 septembre 1961
 Amiou, né le 10 janvier 1963
 Safirétou, née le 6 août 1964
 Abbas, né le 17 décembre 1964
 Tchatchibara, né vers 1969
 Djamilatou, née le 31 mars 1969
 Rafiétou, née le 7 avril 1969
 Fousséni, né le 27 août 1971
 Nouri, né le 12 juin 1972
 Issaka, né le 22 juin 1974.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Kerim Moussa, tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 137/MFE/CR du 2-5-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de trois cent cinquante cinq mille cinq cent seize (355.516) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchalié Boko, maréchal des logis chef 4^e échelon n° mle 105 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er février 1979.

M. Tchalié Boko pourra prétendre, pour compter du 1er février 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 17^e rang) ci-après désignés :

Dawou, né le 6 mai 1960
 Badayhén, né le 29 mai 1961
 Kpatcha, né le 31 août 1964
 Akila, né le 29 janvier 1965
 Tchodiyè, né le 16 mai 1967
 Wiaou, né le 18 septembre 1967

Boto, née le 12 octobre 1967
 Lahoudou, née le 23 décembre 1969
 Alou, né le 31 octobre 1970
 Kémadou, née le 15 novembre 1970
 Donga, née le 5 janvier 1972
 Ossoharne, né le 15 janvier 1973
 Tchilalo, née le 6 février 1973
 Kibalou, né le 28 mai 1973
 Kéméadou, née le 17 janvier 1976
 Ezzo-Zimna, née le 14 mai 1977
 Atèfeïbou, né le 15 juin 1978.

Arrêté n° 138/MFE/CR du 2-5-79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Yeto Fatouma (née Agnon) épouse de M. Yeto Aregba, gardien de circonscription de 1^{ère} classe 6^e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo indice 500, pourcentage 41% décédé le 15 mars 1977, une pension de veuve au taux annuel de soixante six mille neuf cent quatre vingt huit (66.988) francs pour compter du 7 septembre 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à treize mille quatre cents (13.400) francs l'an pour compter du 7 septembre 1977 à chacun des orphelins ci-dessous dénommés :

Akossiwa, née le 20 janvier 1961
 Yawa, née le 30 janvier 1964
 Djenti, né le 4 avril 1965
 Kissiba, né le 28 novembre 1965
 Kparou, né le 9 janvier 1968
 Yawa, née le 8 avril 1972
 Kpakpao, né le 21 février 1973
 Ablavi, née le 6 août 1974.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Tekra Koffi, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 139/MFE/CR du 2-5-79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Fodou Binaniwé (née Bataka)
 Mme veuve Fodou Atchowa (née Agboguidi)
 Mme veuve Fodou Ayawoa (née Ahongan) épouses

de M. Fodou Fallabiya, soldat de 1^{re} classe, 5^e échelon n° mle 12115 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 420, pourcentage 40 %) décédé le 21 octobre 1978, une pension de veuve au taux annuel de dix huit mille trois cents (18.300) francs pour compter du 1^{er} novembre 1978.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à dix mille neuf cent quatre vingt (10.980)

francs par an pour compter du 1er novembre 1978 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Bédibadja, né le 20 décembre 1958
 Wouiyaou, né le 1er novembre 1961
 Méounani, née le 3 décembre 1962
 Mansouboyo, née le 28 novembre 1963
 Bitenibewoè, née le 30 janvier 1964
 Kognoh, né le 15 mai 1965
 Hodalou, née le 11 février 1967
 Djinarikoè, né le 23 mars 1968
 Kossiwa, née le 8 juillet 1968
 Piyalou, née le 13 novembre 1968
 Mobozani, née le 27 mai 1969
 Mazalou, née le 19 novembre 1969
 Birenibè, née le 14 mars 1971
 Malimda, née le 4 décembre 1971
 Essohaném, née le 28 décembre 1973
 Bayaroua, né le 10 janvier 1974
 Essosirna, né le 24 février 1974.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Fondou N'Dali, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 142/MFE/CR du 8-5-79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Gourma Dantani (née Lamboni Douti)
 Mme veuve Gourma Tambila (née Kague Yamba)
 épouses de M. Gourma Kouadou, brigadier chef 2^e échelon du corps du personnel des douanes (indice 590, pourcentage 59 %) en retraite décédé le 9 mars 1976, une pension de veuve au taux annuel de cinquante six mille huit cent soixante seize (56.876) francs pour compter du 21 juin 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt deux mille sept cent cinquante deux (22.752) francs l'an pour compter du 21 juin 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Assane, né le 28 janvier 1961
 Zenabou, née le 25 mars 1965
 Mémouna, née le 24 octobre 1968
 Zara, née le 12 septembre 1973
 Roukayetou, née le 9 février 1974.

En vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M.

Lampo Lona Dahanli, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 143/MFE/CR du 8-5-79 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Homawoo (Laurent), adjoint administratif principal de classe exceptionnelle de l'administration générale du Togo en retraite est porté de 10% à 15% de sa pension principale quatre cent quarante six mille trente deux (446.032) francs l'an pour compter du 1er janvier 1979 au titre de son enfant Kokouvi né le 25 décembre 1957.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante six mille neuf cent quatre (66.904) francs pour compter du 1er janvier 1979.

Arrêté n° 144/MF/CR du 8-5-79 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est accordé à M. Namessi Arnavi Zoka, adjudant chef 3^e échelon n° mle 072 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale cinq cent quarante huit mille neuf cent cinquante six (548.956) francs pour compter du 7 mars 1979 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Maoulé, né le 29 octobre 1956
 Kossiwagan, née le 21 août 1960
 Yawa, née le 7 mars 1963.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cinquante quatre mille huit cent quatre vingt seize (54.896) francs pour compter du 7 mars 1979.

Arrêté n° 145/MFE/CR du 8-5-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de huit cent vingt trois mille quatre cent trente six (823.436) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Ajavon Ayoko (Patricia), sage-femme principale de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.750) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

Arrêté n° 146/MFE/CR du 8-5-79 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Mensah Komlan, contremaître de 1^{ère} classe 3^e échelon des chemins de fer du Togo est porté de 20 % à 25% de sa pension principale quatre cent onze mille soixante seize (411.076) francs pour compter du 1er mars 1979 au titre de son enfant Koffi né le 16 novembre 1956.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent deux mille sept cent soixante douze (102.772) francs pour compter du 1er mars 1979.

Arrêté n° 147/MFE/CR du 8-5-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80 %) au montant annuel de huit cent dix mille trois cent soixante quatre (810.364) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahebla Togbé Yao (Elie), contrôleur principal 2^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 1.550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahebla Togbé Yao (Elie) pour compter du 1er janvier 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6^e rang) ci-après désignés :

Ohenée, né le 27 juin 1949
 Madjri, né le 9 décembre 1952
 Ahliba, née le 3 mai 1953
 Quamba, née le 4 octobre 1953
 Komlan, né le 10 septembre 1955
 Ahlonko, né le 31 mars 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent deux mille cinq cent quatre vingt douze (202.592) francs pour compter du 1er janvier 1979.

M. Ahebla Togbé Yao (Elie) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 15^e rang) ci-après désignés :

Afliounba, née le 2 juillet 1961
 Sanvi, né le 24 décembre 1962
 Adjoa, née le 21 septembre 1964
 Kofiwa, née le 20 septembre 1968
 Ahoéfa, née le 28 septembre 1973
 Kofi, né le 19 mars 1976
 Oheneba, née le 25 novembre 1976
 Kouassi, né le 14 janvier 1979.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 8-5-79 à l'arrêté n° 381/MFE/MF/CR du 17 décembre 1968 portant concession d'une pension de veuves et d'orphelins.

AU LIEU DE :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Pindra François, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

LIRE :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les pensions temporaires d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Pindra Toundé, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Le reste sans changement.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS DE PRESELECTION des entreprises pour les travaux d'aménagement et de bitumage de la Route Yégué-Langabou.

Objet de l'appel de présélection

Le gouvernement de la République togolaise lance un appel d'offres restreint pour l'aménagement et le bitumage de la route Yégué-Langabou d'une longueur de 58,83 km, située dans la circonscription administrative de Sotouboua.

Le financement de ce projet est assuré par un crédit obtenu de la banque africaine de développement (BAD) et le fonds africain de développement (FAD)

Description des travaux

Les travaux à exécuter sont spécifiquement détaillés dans le dossier de présélection et comprennent notamment : les terrassements, l'exécution de la chaussée bitumée, la construction de 8 ponts cadres, 1.500 mètres linéaires de buses et les ouvrages d'assainissement, l'ensemble constituant un seul lot.

Délai d'exécution — 20 mois

Conditions de participation à la présélection

La participation à la présélection est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales ou groupements desdites personnes ressortissantes des Etats membres de la banque africaine de développement (BAD) et des Etats participants du fonds africain de développement (FAD).

Les entreprises ou groupements d'entreprises désireux de participer à l'appel d'offres restreint ultérieur peuvent obtenir les dossiers de présélection auprès de l'arrondissement routes de la direction des travaux publics BP. 335 — Tél. 2001 à Lomé contre la remise d'un rouleau de papier Ozalid ou d'un chèque bancaire de 3.000 francs (trois mille) FCFA établi au nom du trésorier — payeur du Togo.

Les candidatures de présélection, rédigées en langue française seront adressées sous pli recommandé avec accusé de réception ou déposé contre récépissé à l'adresse suivante :

M. le directeur des travaux publics BP. 335 — Lomé-Togo

L'enveloppe devra porter en outre, la mention

« **Présélection des entreprises pour la construction de la route Yégué-Langabou** »

Date limite pour le dépôt des candidatures

Les candidatures à la présélection devront parvenir au plus tard le 29 juin 1979 avant 17 h 00 locales (GMT), date de forclusion, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Lomé, le 3 mai 1979

P. LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

L'ADJOINT,

K. SADE

CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

Avis de demandes d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations des mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de D. M. de première instance de Lomé et de ses sections d'Aného, d'Atakpamé et de Sokodé.

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Suivant réquisition, n° 8.389, déposée le 3 avril 1979, M. Fumey A. Kwami Mawuli, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé-Kodjoviakopé, 63 avenue Duisburg, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, et ses enfants :

- 2) Fumey A. Kokou Mawufé
- 3) Fumey A. K. Sitsofé
- 4) Fumey K. Mawuena
- 5) Fumey A. Kplomdedié
- 6) Fumey A. Lucky
- 7) Fumey A. Amenyo
- 8) Fumey K. Kafui
- 9) Fumey K. Kékéli

10) Fumey G. Afi, demandent l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 76 a 56 ca, situé à Agouévé, cir. adm. de Lomé, connu sous le nom de Démakpoè, et borné au nord et à l'ouest par la propriété Agbolété Nougbolo, au sud par la propriété Huzan Taku et à l'est par M. Agbavon Woegan.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.390, déposée le 3 avril 1979, M. Agagah Kodjovi (John), profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé 27 route d'Atakpamé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a situé à Tokoin, Commune de Lomé, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord et au sud par les lots n° 46 et 48, à l'est par la collectivité Dossou Agbèdèkpè et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.391, déposée le 4 avril 1979, M. Wilson-Bahun Tété Emefa Mawuli, profession de professeur au CEG, demeurant et domicilié à Lomé, 38 rue de l'Eglise, majeur non interdit jouissant de ses

droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 44 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Hédjranawoè et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'ouest et à l'est par les lots n° 1541, 1549 et 1551 appartenant à la collectivité Siafen.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.392, déposée le 6 avril 1979, Mme Wilson « Monique » Ahliba, née Sanvee, profession d'infirmière d'Etat au CHU, demeurant et domiciliée à Lomé-Tokoin, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 39 a 48 ca, situé à Aflao-Gakli, cir. adm. de Lomé, et borné au nord par M. Amouzou Kodjo Boussouana, au sud par l'emprise du Chemin de Fer Lomé-Kpalimé à l'est par la propriété Dokey et à l'ouest par la propriété Atsidjohoun.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.393, déposée le 9 avril 1979, M. Zékpa Matiyé, profession d'Inspecteur du Trésor, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 95 ca, situé à Akodessewa, cir. adm. de Lomé, et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud par le lot n° 15 et à l'ouest par le lot n° 13.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.394, déposée le 10 avril 1979, M. Tékpá Gakpé Avoulété propriétaire, demeurant et domicilié à Aflao-Avédji Anyigbé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, représentant de la collectivité Tekpa, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2 ha 29 a 29 ca, situé à Aflao, cir. adm. de Lomé, connu sous le nom d'Avédji-Anyigbé et borné au nord par les propriétés Efia Koudozan et Adokpo Koudozan, au sud et à l'est par la propriété Adokpo Koudozan, à l'ouest par les propriétés Adokpo Koudozan, Eguide Tekpa Klokpe et Douvon Boto.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Tekpa et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.395, déposée le 10 avril 1979, M. Tékpá Gakpé Avoulété propriétaire, demeurant et domicilié à Aflao Avédji-Anyigbé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, représentant de la collectivité Tékpá, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier scindé en trois parcelles par la voie ferrée Lomé-Kpalimé, d'une contenance totale de 4 ha 92 a 36 ca, situé à Aflao, cir. adm. de Lomé, connu sous le nom d'Avédji-Anyigbé et borné dans son ensemble : au nord par les propriétés Koudozan Adokpo, Kouassi Adogou et l'emprise de la voie ferrée Lomé-Kpalimé au sud par les propriétés Bedi Aholoukpé, Ahiango Kligné, Kossivi Amétépé, Hassi Kokou et l'emprise de la voie ferrée Lomé-Kpalimé, à l'est par Aloessoudé Duté et Agbéko Notu à l'ouest par Kokouvi Amétépé, Adjalogo Amétépé et Koudozan Adokpo.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Tekpa et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.396, déposée le 10 avril 1979, M. Tékpá Gakpé Avoulété propriétaire, demeurant et domicilié à Aflao Avédji-Anyigbé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, représentant de la collectivité Tékpá, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 ha 87 a 47 ca, situé à Aflao, cir. adm. de Lomé, connu sous le nom d'Avédji-Anyigbé et borné au nord par les propriétés Kayègbè, Adonko Bokovi et Apédo Diagba, au sud par Adokpo Koudozan, à l'est par Dansomo Baba, Boto Douvon et l'emprise de la voie ferrée Lomé-Kpalimé, à l'ouest par Boto Douvon, Hunsu Gbanvito et Tekpa Klokpe Dogbo.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Tekpa et n'est à sa connaissance, grevé d'aucun droit ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.397, déposée le 11 avril 1979, Mme Nabadé Bidamawè profession d'Infirmière, demeurant et domiciliée à Lomé-Tokoin Solidarité, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 12 a 50 ca, situé à Sokodé, cir. adm. de Tchaoudjo, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud et à l'ouest par la collectivité de Pangalam.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.398, déposée le 11 avril 1979, Mme Johnson Ayélé Nyanwi, profession de Sage-Femme à la Clinique Alodo, demeurant et domiciliée à Lomé-Tokoin, route de Kpalimé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire de M. Amouzou S. Kueviakoe, Ebéniste demeurant à Abidjan, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 13 a 70 ca, situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par M. Messan (Bernard), au sud et à l'est par des rues en projet, à l'ouest par MM. Afantsawo (Benjamin) et (Emmanuel) Amouzou.

Elle déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.399, déposée le 12 avril 1979, M. Atayi Arnaté Kokou Christoto, profession d'agent commercial, demeurant et domicilié à Lomé, 72 rue de la Marne, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 31 ha 99 a 52 ca situé à Kpélé-Toutou, cir. adm. de Kloto, connu sous le nom de Sionou-Fiokopé et borné au nord par le fleuve Sio, au sud et à l'ouest par la propriété Akuagbi II Somenou Abotsi et à l'est par les propriétés Djobo Boukari et Bodjona.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.400, déposée le 13 avril 1979, M. Atandji Kowouvi, profession de cultivateur demeurant et domicilié à Vo-Koutimé-Atchandomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de M. Yabi Faladjou, camp de la gendarmerie, Lomé) demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 42 ca situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Wuiti et borné au nord et à l'ouest par les lots n°s 18 et 20, au sud et à l'est par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.401, déposée le 16 avril 1979, M. Gnagmba Nahoyema, profession d'adjudant-chef au camp du RIT, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, mandataire des héritiers de feu Kadjanim Koumana, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle, d'une contenance totale de 8 a situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord, à l'est et à l'ouest par les lots n°s 1559, 1548 et 1546, au sud par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble appartient aux héritiers Kadjanim Koumana, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.402, déposée le 18 avril 1979, M. Aboudou Bawa, profession d'agent de police à la Présidence de la République, demeurant et domicilié à Lomé-Kodjoviakopé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 a 07 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par le lot n° 156, au sud par les lots n°s 169 et 171, à l'est par le lot n° 158 et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.403, déposée le 18 avril 1979, Mme Kpébanne Sani Salamatou, profession de monitrice à l'école officielle du camp du RIT, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 a 29 ca, situé à Aflao-Gakli, commune de Lomé et borné au nord par le lot n° 6, au sud par le lot n° 4, à l'est par le lot n° 11 et à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.404, déposée le 20 avril 1979 M. (François) Aka, profession de mécanicien, demeurant et domicilié à Accra (Ghana), de passage à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Me Amavi

Ayité Hillah, Notaire à Lomé) demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 81 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou-Asidjido et borné au nord par le lot n° 9, au sud par le lot n° 5, à l'est par le n° 6 et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.405, déposée le 26 avril 1979 M. Lawani Adétchessi profession de capitaine des FAT, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 27 ca situé à Sokodé, cir. adm. de Tchoudjo, connu sous le nom de Tchawada, et borné au nord par la propriété El Hadji Djibril, au sud par la propriété El Hadji Issaka, à l'est par l'école officielle de Tchawada et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.406, déposée le 26 avril 1979 M. Memene Seyi Kériké profession de militaire, demeurant et domicilié à Lomé, camp du R.I.T., majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 45 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par une rue en projet, au sud par le lot n° 158, à l'est par le lot n° 159 et à l'ouest par le lot n° 155.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8.407, déposée le 26 avril 1979 M. Memene Seyi Kériké profession de militaire, demeurant et domicilié à Lomé, camp du R.I.T., majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 67 ca 98 ca situé à Sokodé, cir. adm. de Tchoudjo, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord, au sud et à l'est par la collecti-

vité de Pangalam, à l'ouest par la route nationale n° 1.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8 408, déposée le 30 avril 1979 M. Kassalowoe Kabama (Gilbert) profession de commerçant, demeurant et domicilié à Niamtougou, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Me Amarin, Notaire à Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 4 a 13 ca situé à Tokoin-Hôpital, commune de Lomé, et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud par la propriété Ahadji (Félicia), à l'est par la propriété Amégadjin (Pierre).

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8 409, déposée le 30 avril 1979 Mme Lawson (Céline) Boélé profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé-Tokoin Abovey, majeur non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, (s/c de Me Amarin, Notaire à Lomé), demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 a 39 ca situé à Tokoin, com-

mune de Lomé, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord par le lot n° 47, au sud par le lot n° 43, à l'ouest par le lot n° 45 et à l'est par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 8 410, déposée le 30 avril 1979 M. Kabraitema Anakpa Doubè, profession d'Assistant médical à la clinique Bon Secours (Bloc opératoire), demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 01 ca situé à Tokoin, commune de Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la collectivité Aklikokou, au sud par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de : M. Agadjio Kokobissi (Sébastien), surveillant de lignes permanent des postes et télécommunications 3^e catégorie échelle C survenu le 1er février 1979 à Sokodé.

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD) (BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1978)

ACTIF		PASSIF	
Intitulés	Montants	Intitulés	Montants
Caisse et Banque Centrale	8.299.370.086	Comptes d'ordre et divers	71.763.651
Banques et Correspondants	1.451.659	Fonds	1.941.826.820
Prêts	333.401.164	Dotations	4.360.040.000
Participations	5.000.000	Réserves	1.381.770.287
Comptes d'ordre et divers	1.411.001.400	Capital	2.900.000.000
Immobilisations nettes	699.866.286	Résultat	94.689.837
	10.750.090.595		10.750.090.595

DETERMINATION DU RESULTAT NET DE L'EXERCICE 1977-1978

Intitulés	Montants	Intitulés	Montants
Résultats hors exploitation	43.029.682	Résultat d'exploitation	137.719.519
Résultat net	94.689.837		
	137.719.519		137.719.519

